

## ***REALITES ET PERSPECTIVES***

*Entretien avec Jean-Michel Blanquer*

### ***AGIR - Existe-t-il une unité politique de l'Amérique latine ?***

**Jean-Michel Blanquer** : Cela pose le problème de la notion même d'Amérique latine. Il ne faut jamais oublier que c'est un concept, une abstraction, qui a été forgée en France sous le Second Empire. C'était au moment où Napoléon III, voyant la force des Etats-Unis émerger en cette deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, a pensé que l'Amérique latine était une alliée des puissances latines d'Europe, et en premier lieu de la France, pour contrebalancer la puissance des Etats-Unis. Les théoriciens du Second Empire ont donc élaboré ce concept d'Amérique latine qui a eu beaucoup plus de succès que les entreprises concrètes de Napoléon III vis-à-vis de l'Amérique latine et notamment l'expédition mexicaine qui a été un désastre.

Mais l'idée, elle, est restée. Il y a donc une unité latino-américaine qui est une unité abstraite, un concept élaboré à Paris selon une certaine approche de la géopolitique mondiale, plutôt qu'une idée qui serait née de la base, de la part des populations.

Cela dit, la bonne fortune de ce concept, le fait qu'aujourd'hui il soit admis par tous, montre bien qu'il y a une réalité latino-américaine qui couvre évidemment les réalités cristallisées par l'expérience coloniale, l'expérience de l'empire espagnol et de l'empire portugais et même de l'empire français (en Guyane, dans les Caraïbes et au Québec). Il y a évidemment des soubassements à l'idée d'Amérique latine, et le premier de ces soubassements est ce qu'on appelle le « *rêve bolivarien* ». Lors de l'indépendance, un homme d'Etat comme Simon Bolivar a pensé que la destinée normale de l'Amérique issue de l'empire espagnol était d'être unie pour pouvoir affronter tous les défis du futur. L'Histoire devait être plus forte que la géographie.

Les difficultés sont importantes pour qu'il y ait une unité de l'Amérique latine. Entre le Mexique et le sud de l'Argentine, il y a une distance immense et des différences culturelles considérables. Mais il y a une communauté de langage et aussi un héritage politique qui est son bien commun. On peut dire sans se tromper qu'aujourd'hui l'Amérique latine est la région du monde qui est potentiellement la plus unie. Il n'y a aucun endroit au monde où vous pouvez dire que plus de vingt pays sont unis par une langue commune, ou deux langues très voisines, et une telle proximité « mentale ».

Cela étant, sur ce concept politique et historique d'Amérique latine viennent se greffer d'autres concepts qui vont à l'encontre d'une unité politique de l'Amérique latine. On trouve des concepts géographiques comme ceux d'Amérique du sud, d'Amérique centrale, d'Amérique du Nord et des Caraïbes. Ces distinctions sont d'autant plus à faire que les grands mouvements d'intégration économique actuels vont plutôt dans le sens d'une distinction entre Amérique du sud et Amérique du nord que dans le sens d'une distinction Amérique latine / Amérique anglo-saxonne. Le critère géo-économique vient donc complexifier le critère historico-politique.

C'est le grand enjeu d'aujourd'hui d'une certaine façon : quelles sont les éléments de l'unité de l'Amérique latine ? Il y a de multiples modes d'unité. Elle se réunit dans le cadre du *Groupe de Rio*, qui réunit toute l'Amérique latine. Elle se réunit dans le cadre de l'*Organisation des Etats américains* (avec les Etats-Unis et le Canada, mais sans Cuba). Elle se réunit dans le *cadre hispano-américain* (avec l'Espagne et le Portugal, sans les Etats-Unis et avec Cuba). Elle se réunit dans le *cadre euro-américain* (depuis juin 1999). Elle se réunit dans le *cadre sud-américain* (depuis août 2000 à Brasilia – les douze pays d'Amérique du sud). Les chefs d'Etat latino-américains sont ceux, à l'exception de leurs homologues européens, qui se réunissent le plus régulièrement. Il y a donc une géométrie variable de l'unité politique de l'Amérique latine et le grand défi d'aujourd'hui en la matière est : comment articuler ces géométries variables ?

Ce que portent des hommes comme Lula ou Kirchner, c'est au fond l'idée qu'il y a peut-être une compatibilité entre, d'une part, une Amérique du sud unie selon des principes qui vont au-delà des questions commerciales et économiques - une union qui correspondrait à la philosophie de l'Union européenne - et, d'autre part, une unité purement commerciale à l'échelle des Amériques. Ce serait l'idée qu'un MERCOSUR approfondi et élargi à l'échelle de l'Amérique du sud serait compatible avec l'ALCA pour toutes les Amériques.

***AGIR : Y a-t-il des divergences entre la droite et la gauche sur la question de l'unité politique ?***

**JMB :** Le clivage n'est pas seulement entre la droite et la gauche sur ce point. Il y a certes une extrême-gauche anti-ALCA et une partie de la droite qui n'est que pour l'ALCA et pas autre chose. La grande césure est finalement pays par pays : les pays qui considèrent que c'est leur intérêt d'approfondir et élargir le MERCOSUR et ceux qui considèrent que ce n'est pas dans leur intérêt. La grande question est la compatibilité des intérêts entre les pays du MERCOSUR et la *communauté andine* des nations.

***AGIR : Ce que vous voulez dire par là c'est que le clivage gauche / droite ne pèse absolument pas sur ce qu'on peut appeler la géostratégie ?***

**JMB :** La question serait d'abord de définir les notions de droite et gauche en Amérique latine. C'est encore plus mal défini que dans le cadre français.

***AGIR : Pour être plus précis, est-ce que la poussée populiste actuelle, avec les élections de Lula, Kirchner ou Chavez, risque d'avoir des répercussions sur l'organisation du continent ?***

**JMB :** Je n'appellerais pas « poussée populiste » les élections de Kirchner et Lula ; j'appellerais éventuellement populiste l'exercice du pouvoir par Chavez. Le terme de populisme est encore plus difficile à manier que les termes de droite et gauche. La différence se situe ceux qui considèrent que la relation avec les Etats-Unis est salvatrice et ceux qui pensent qu'il faut d'abord s'unir pour être les plus forts. En fait aujourd'hui la plupart des gouvernements sont convaincus de l'idée qu'il faut une Amérique du Sud plus forte. Mais il y a des exceptions : c'est le cas de la Colombie actuelle où on peut parler d'un gouvernement de droite. Et c'est le cas du Chili pour des raisons de tradition. Le Chili, dirigé par un gouvernement de gauche dans le cadre d'une alliance avec la démocratie chrétienne, a une tradition presque insulaire : il veut avoir des relations avec le monde entier sans privilégier trop spécifiquement les voisins. De la même manière qu'en Europe le clivage entre pro-Européens et anti-Européens n'est pas le clivage droite-gauche, les approches de l'intégration ne sont pas réductibles en Amérique latine à ce clivage, qui par ailleurs est très difficile à établir.

***AGIR : Mais la relation aux Etats-Unis est quand même un critère fort ?***

**JMB :** De ce point de vue il y a trois positions. Ceux, à « droite », qui pensent qu'en dehors des Etats-Unis il n'y a point de salut. C'est par exemple le cas du gouvernement Uribe. Parmi eux, on retrouve ceux qui sont obligés d'aller dans ce sens même s'ils ne le pensent pas, comme la

Bolivie ou l'Amérique centrale qui sont totalement dépendants, via le FMI, des Etats-Unis. Ceux, à la gauche et l'extrême gauche, pour qui les Etats-Unis incarnent le diable. Ceux, au milieu, qui correspondent à la majorité des gouvernants, qui essayent de combiner l'idée d'une Amérique latine unie avec celle d'une alliance stratégique avec les Etats-Unis et d'une alliance avec l'Europe. Les gouvernements progressistes dominants actuellement en Amérique du sud développent cette approche. S'il y a quelque chose en commun à l'ensemble de ces gouvernants, c'est qu'ils sont tous, pour des raisons géopolitiques évidentes, partisans d'un lien fort avec l'Europe pour équilibrer leur relation avec les Etats-Unis. La question se pose évidemment en termes différents pour un pays comme le Mexique dont plus de 80% du commerce se fait avec les Etats-Unis.

***AGIR : Le continent peut-il inventer un système politique ; possède-t-il un concept directeur qui en ferait un pôle de référence comme l'Europe ?***

**JMB :** On est en la matière au milieu du gué. Il y a eu l'élan bolivarien du début du XIX<sup>e</sup> siècle ; il y a aujourd'hui un renouveau de l'idée d'intégration et on est sans aucun doute dans la deuxième région du monde en matière d'intégration. On est d'ailleurs dans la région la plus proche culturellement et politiquement de l'Europe. Il faut noter, par parenthèse, que, en dépit de cela, l'Amérique latine reste dans nos relations internationales la « cinquième roue du carrosse ». On fait beaucoup de déclarations, mais comparativement à l'Afrique, au Moyen-Orient ou à l'Asie, il y a toujours pour ainsi dire des « priorités prioritaires ». On se situe en Amérique latine dans le processus d'invention d'un système politique différent, mais en même temps voisin, du modèle européen. Le défi, à long terme, de l'intégration latino-américaine, défi qui crée un concept directeur, c'est celui de l'équilibrage territorial, comme cela l'a été pour l'Europe. Pour le MERCOSUR aujourd'hui c'est un défi majeur. Sur le plan politique, on trouve entre le Brésil et l'Argentine une relation semblable à celle de la France et de l'Allemagne. Mais sur le plan économique, il y a des régions encore très périphériques comme le nord du Brésil ou le Sud de l'Argentine. Les grandes questions dans ce domaine sont celles des infrastructures et des politiques de redistribution.

***AGIR : Si vous deviez définir un obstacle à ce mouvement d'intégration, quel serait-il ?***

**JMB :** Le premier obstacle se situe dans les perceptions divergentes de leurs intérêts de la part des gouvernants, notamment entre les « Andins » et les « Mercosuriens ». Mais on a vu récemment, notamment avec l'accord entre le MERCOSUR et le Pérou, que le volontarisme politique, dont Lula est particulièrement le porteur, qu'il y avait des perspectives d'évolution.

***AGIR : C'est une forme de nationalisme ?***

**JMB :** Oui, et aussi la crainte de l'impérialisme brésilien. Les Péruviens ou les Colombiens ont peur d'un leadership trop fort du Brésil. Il est certain que cette intégration dont nous avons parlé implique un leadership brésilien ; c'est une évidence géopolitique. Cela suppose une grande habileté et un grand sens des responsabilités de la part du Brésil. L'habileté est justement d'assumer ce leadership sans le proclamer et de savoir partager.

Pour revenir sur l'analogie avec la relation franco-allemande, il faut noter une différence de taille considérable. On parle ici d'un pays de 175 millions, le Brésil, face à un pays de 40 millions d'habitants, l'Argentine. Ce sont de plus deux pays qui n'ont pas été en guerre dans des proportions telles que la France et l'Allemagne. Ce qui paradoxalement est un élément de faiblesse pour l'élan intégrationniste.

Pour en revenir au leadership, c'est au Brésil de montrer que les autres pays n'ont pas à le craindre, de montrer que les intérêts sont convergents. On commence à le percevoir avec les accords entre le Brésil et le Pérou en matière d'infrastructures. De même, la Colombie a besoin du Brésil et le Brésil doit s'occuper de la Colombie en raison de l'extension du conflit et du trafic de drogue à la frontière amazonienne. On aurait pu nommer comme autre obstacle la position des Etats-Unis, mais au fond leur plus grand intérêt est que la région ne sombre pas dans le chaos ; si le Brésil peut avoir un effet stabilisateur sans être un ennemi, cela convient aux Etats-Unis.

***AGIR : Quelle est la signification du changement politique au Brésil ?***

**JMB :** Elle est considérable. On peut vraiment qualifier ce changement d'historique : c'est la première fois qu'une gauche bien organisée arrive au pouvoir dans un des seuls pays qui a les moyens de la réforme en Amérique du Sud. Le Brésil est en quelque sorte un pays que le monde entier ne peut se permettre de voir échouer. Cela crée des devoirs réciproques : un devoir de raison pour le gouvernement de gauche ; un devoir de respect pour le gouvernement américain.

Par ailleurs cela intervient à un moment fatidique. Toute l'histoire de l'Amérique latine est en effet une histoire cyclique. Les pays y ont des cycles politiques assez semblables : cycle de dictature, cycle de populisme, cycle de démocratie, qui durent chacun une vingtaine d'années. On vient de clore le cycle de la démocratisation et de la libéralisation économique, qui a commencé avec les années 1980. Or ce modèle économique a commencé à

rencontrer ses limites à partir des années 90. On voit partout en Amérique latine aujourd'hui la recherche d'un changement de modèle. L'élection brésilienne a montré cette volonté de changer de modèle social. De ce point de vue-là c'est aussi historique parce que cela marque le début d'un cycle nouveau. Il y a donc un effet de modèle et une possibilité d'entraînement d'autres pays ; non seulement pour l'Argentine mais pour l'ensemble de l'Amérique du Sud. Il y a en ce moment une constellation politique favorable à une certaine vision de troisième voie.

***AGIR : Si nous poursuivions ce tour d'horizon des pays du continent***

**JMB : Le Vénézuéla.** L'année 2003 est une année très difficile ; les chiffres économiques et sociaux sont mauvais. Un homme providentiel, Chavez, a été élu en 1998, à un moment où il était le seul homme susceptible de répondre à la situation. C'était la fin d'un modèle oligarchique ancien, accusé de toutes parts d'être gangrené par la corruption. Chavez a dès le départ joui d'une grande popularité et a donc eu entre les mains des possibilités de changement importantes. Il a perdu du temps au départ pour des bonnes et des mauvaises raisons. Du côté des bonnes raisons, il a voulu se donner un nouveau socle constitutionnel. Mais ce temps perdu a fait que le réformisme a été beaucoup plus difficile à imposer dans un second temps, notamment à partir de 2000-2001. Chavez n'a pas respecté les règles du jeu en matière de temps : trop lent sur le plan de la politique intérieure, trop rapide sur le plan de son action extérieure. Sur l'enjeu du pétrole, il a tout de suite joué un rôle décisif à l'OPEP, mais il a dû en payer le prix ; d'abord sur le plan international, car il est devenu un adversaire des Etats-Unis ; ensuite sur le plan interne, où il a dû réduire la production de pétrole pour respecter la logique qu'il avait lui-même instituée. D'où la réduction de ses moyens et la difficulté de faire passer les réformes. C'est d'ailleurs caricatural de dire qu'il a les riches contre lui et les pauvres pour lui. Il a aussi contre lui une partie de la population pauvre qui voit la situation se dégrader.

L'enjeu du pétrole est considérable pour le Venezuela, et le 11 septembre a tout changé en la matière. Entre l'élection de Georges Bush et le 11 septembre, le grand reproche fait à Bush était de n'avoir pas d'intérêt réel pour les questions internationales et de se replier sur les Etats-Unis. Dans ce contexte, l'Amérique latine était le seul sujet international intéressant le gouvernement Bush. A plusieurs reprises, le président des Etats-Unis a dit que l'Amérique latine était la priorité de sa politique étrangère. Notamment le Mexique, qualifié le 9 septembre 2001, lors de la visite de Vicente Fox à Washington, de « *pays le plus important des relations internationales des Etats-Unis* ». Le 11 septembre a changé la donne ; en premier lieu pour le Mexique, car aujourd'hui la relation entre les Etats-Unis et le Mexique s'est

dégradée. D'autre part, l'enjeu du pétrole est très politique. De ce point de vue, le Mexique, la Colombie ou le Venezuela sont devenus des pays importants dans la logique de non dépendance des Etats-Unis vis-à-vis des pays peu fiables du Moyen-Orient. Rappelons que l'Amérique latine représente plus d'un quart des approvisionnements en pétrole des Etats-Unis.

**La Colombie :** L'élection d'Uribe en Colombie est le résultat d'une exaspération de la population vis-à-vis des groupes armés, et notamment des FARC. Le gouvernement bénéficie de ce fait d'une importante popularité. Il doit beaucoup à la clarté et à la simplicité de son message qui consiste à pratiquer une politique sans concession vis-à-vis des guérillas. La situation est malgré tout très incertaine. Le gouvernement n'a pas remporté de succès significatif, en dépit des aides supplémentaires obtenues des Etats-Unis. Il n'y aura pas à court terme de victoire absolue contre la guérilla. Mais la question est de savoir si, à moyen terme, l'Etat colombien sera en situation de force pour négocier avec les FARC, et si ces dernières pourront sauvegarder leur unité. De tous les pays, c'est celui où la situation est la plus incertaine. Les Etats-Unis soutiennent bien entendu à fond le gouvernement Uribe. Mais le Congrès commence à poser des limites à l'aide américaine à la Colombie, notamment en raison des questions de droits de l'homme. De plus en plus, les Etats-Unis vont agir indirectement en Colombie ; c'est déjà le cas avec les sociétés de sécurité privées qui sont plus ou moins des sociétés de mercenaires. L'idée progresse selon laquelle il faut agir par Etat interposé. Le Brésil a un rôle autonome à jouer pour justement incarner une approche médiane. Mais il faut d'abord que le Brésil prenne conscience de cette responsabilité et qu'il fasse ensuite passer un message politique suffisamment subtil pour qu'il n'apparaisse pas comme interventionniste. C'est ce qui commence à se passer.

***AGIR : On a évoqué la médiation que la France ou l'Europe pourraient proposer entre les FARC et le gouvernement colombien***

**JMB :** Ce n'est plus d'actualité. La France peut aider à la solution d'un problème particulier comme l'enlèvement d'Ingrid Betancourt, mais à court terme l'Europe est dans une impasse quant à son rôle en Colombie. Sa doctrine a été qu'elle pouvait jouer un rôle dans le cadre d'une négociation, or il n'y a plus de négociation à l'heure actuelle. Les Colombiens demandent à l'Europe une coopération militaire et policière. Tout le monde a intérêt à la stabilisation de la Colombie et, dans ce cadre, il peut y avoir une complémentarité euro-américaine. Il n'y a aucune raison d'être optimiste à court terme à propos de la Colombie. Le gouvernement actuel peut remporter des succès ponctuels contre les FARC. Mais en attendant une hypothétique pacification générale, le pays « pourrit » son environnement.

L'Equateur héberge des centaines de milliers de réfugiés colombiens ; la drogue passe au Brésil, où une partie de l'Amazonie subit la corruption et la violence liées au trafic ; les FARC et les paramilitaires ont des bases arrières au Venezuela, ce qui crée des incidents diplomatiques.

**AGIR : Peut-on imaginer une évolution de l'emprise américaine sur l'Amérique centrale ?**

**JMB :** Il faut rappeler que sur cent cinquante interventions militaires américaines en Amérique latine, en deux siècles, la totalité concerne les Etats situés au nord de la Colombie. L'Amérique centrale est effectivement ultra dépendante des Etats-Unis. Cela s'est vu au moment de la crise irakienne lors de laquelle ces pays se sont prononcés en faveur des Etats-Unis. Ils n'ont pas vraiment eu le choix parce qu'ils sont financièrement totalement dépendants. Pour beaucoup d'entre eux, le premier poste de la balance extérieure est l'argent des *remesas*, les travailleurs immigrés aux Etats-Unis. De ce point de vue, le **Mexique** a un rôle considérable à jouer en tant que puissance régionale ; il est le pays qui peut relativiser la dépendance envers les Etats-Unis. C'est le sens du *plan Puebla-Panama*. Le Mexique a une carte à jouer dans le *triangle atlantique*, étant un pivot entre l'Amérique latine, l'Amérique anglo-saxonne et l'Union européenne. Sur le plan politique, le Mexique a vécu sa transition très positivement avec l'arrivée de Fox. Sur le plan économique, il possède une relative stabilité malgré l'essoufflement de son modèle de développement. La relation avec Washington a connu de grandes déceptions, notamment sur le point des politiques d'immigration. En 2000, Vicente Fox et son ministre des Affaires étrangères Castañeda cultivaient en effet le fol espoir d'avoir une sorte de Schengen nord-américain. Le 11 septembre a mis fin à cette illusion et la relation entre le Mexique et les Etats-Unis s'en ressent encore.

Si l'on regarde l'ensemble de la région, en cette année 2003, on ne peut qu'être frappé par les évolutions politiques majeures qu'elle a connues en peu de temps. Il y a un renouveau incontestable illustré par la capacité de gouvernements progressistes à adopter un profil réformateur et responsable. Outre la figure de Lula, il faut noter les premières performances du gouvernement de Kirchner qui, en restaurant la confiance sur le plan interne et en rétablissant un véritable lien avec la population, est sur la bonne voie. La situation est fragile partout mais il y a un retour du primat du politique et cela était éminemment souhaitable.

*Jean-Michel Blanquer est directeur de l'Institut des Hautes Etudes d'Amérique Latine (IHEAL).*

Cet entretien a été réalisé par Juliette Gayraud.